

PARIS, le 17 juin 1994

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

(Signature)

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

- Réserve ou embarras après l'initiative française
- désaccords au sein du gouvernement (quai d'Orsay contre Mstignon, défense, coopération)

Objet : Intervention au Rwanda

I - Situation sur le terrain

HTV

Le cessez-le-feu signé à Tunis en marge des travaux de l'OUA n'est pas respecté. Les combats se poursuivent plus particulièrement à Kigali et il est à craindre que les massacres continuent également.

Les Nations-Unies nous ont fait savoir que la MINUAR ne sera pas en place avant 4 à 6 semaines au mieux, même si des éléments de l'ONUSOM sont transférés de la Somalie au Rwanda.

II - Réaction à l'initiative française

M. Boutros Ghali est favorable à notre action et est prêt à tout faire pour nous aider à obtenir la "couverture" ONU, sur le modèle UNITAF (action unilatérale des Etats-Unis en Somalie autorisée par le conseil de sécurité, avant le déploiement de l'ONUSOM).

- Le Conseil de l'UEO se réunit cet après-midi.

Mais ses représentants à Kigali disent le contraire.

HTV

- Nos partenaires européens sont réservés, à l'exception des Italiens et des Espagnols plus positifs. Les Américains restent prudents. Les Africains sont actuellement consultés

3 - L'opération doit intervenir rapidement et il est nécessaire d'obtenir des réponses claires de nos partenaires aujourd'hui ou demain sur leur participation à cette intervention au Rwanda.

Accepteriez-vous dans ce but de prendre contact par téléphone avec le président Clinton, Felipe Gonzalez et Silvio Berlusconi ? Le Premier ministre de son côté devrait téléphoner à M. Dehaene.

4 - Jusqu'à présent seul le Sénégal s'est engagé à participer avec des troupes à l'opération. Des contacts avec les états-majors italien et espagnol permettent néanmoins d'espérer une contribution minimum de nos partenaires européens.

Le concept général de l'opération qui sera présenté cet après midi au Premier ministre a du être modifié pour tenir compte de l'opposition des leaders tutsis et du chef d'état-major burundais au passage des forces françaises par le Burundi. Le déploiement devrait être réalisé exclusivement à partir du Zaïre, si comme c'est probable l'Ouganda refuse d'accueillir nos forces. Nous allons prendre contact avec le président Mobutu dès aujourd'hui.

Pour que l'opération puisse être déclenchée en milieu de semaine prochaine, la décision d'affréter des avions cargo et de mettre en place à Bangui des éléments précurseurs doit être prise dès aujourd'hui.

Le Premier ministre qui sera saisi par le ministre de la
(1) Défense devrait vous en parler dans l'après midi.

Général Quesnot

Bruno Delaye

(1) Je viens d'être informé par le directeur de cabinet de M^r Juppé, qu'à la suite d'un entretien entre M^r Léotard et le Premier Ministre ce dernier avait refusé l'indication d'un mode de transport et le mécanisme et de la cas à Bangui. Cette

**Compte rendu : de la réunion du
17 juin 1994 (Matin)
cellule de crise**

I - Situation : voir note jointe

- Villepin : le Président et le Premier ministre seraient-ils prêts à intervenir auprès des Présidents ou Premier ministres américains, italiens, espagnols, belges.

- Amiral Lanxade : la participation africaine doit-être aussi symbolique que possible, car nous les auront totalement à notre charge.

II - Mission

- Villepin : il faut être précis avec nos interlocuteurs lorsqu'on leur demande de contribuer à notre action. Il faut aussi cibler trois ou quatre opérations "coup de poing" à forte visibilité. Ce pourrait-être Cyangugu et Boutare.

- Amiral Lanxade : on pourra aller tout de suite à Cyangugu où 8000 Tutsis sont encerclés par les milices hutues.

- MAE - NUOI : On peut obtenir la couverture des Nations-Unies. Une résolution pourrait être votée en début de semaine. Tenant compte : du chapitre 7, de la coordination avec la MINUAR, du précédent UNITAF. Boutros Ghali nous aidera.

- Amiral Lanxade : il faut éviter que cette résolution nous place sous un contrôle étroit des Nations-Unies. Nous devons être autonomes. La MINUAR n'a pas de moyens, la coordination avec elle sera limitée. Il faut en revanche, pour calmer Dallaire, entrer en contact avec les canadiens.

Bruno Delaye : en ce qui concerne la communication, il faut mettre l'accent sur le fait que notre intervention a été décidée au lendemain du sommet de l'OUA et parce que le cessez-le-feu est fragile. C'est en appui à cette décision que nous intervenons.

- **Villepin** : il faut intervenir au plus vite. Il nous faudrait des réponses de nos partenaires ce soir ou demain matin.

- **Amiral Lanxade** : nous exposerons au Premier ministre cet après-midi nos problèmes concernant l'affrètement des avions. Il nous faut avoir la certitude que l'on peut passer par le Zaïre. Il faut appeler Mobutu pour qu'il nous autorise à utiliser : Goma, Bukavu, Kisangani.

- **Bruno Delaye** : nous prendrons contact avec Mobutu.

La Coopération de son côté doit accélérer l'équipement des sénégalais.

Il faut également insister pour avoir des officiers de liaisons ghanéens.

- **Villepin** : en ce qui concerne l'UEO, il faut rien en attendre de spectaculaire. Tout ce fera en bilatéral, l'important c'est que ce conseil se tienne